

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

JEUDI  
11

DÉCEMBRE  
1975

N° 56  
1,50 F

Belgique - Luxembourg : 15F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

sécurité sociale

## nous ne paierons pas la facture

Trois milliards cinq cent millions, c'est le supplément des cotisations que verseront directement les travailleurs en 76. Le gouvernement en a décidé ainsi. Pour que ça passe, le conseil des ministres a présenté ces mesures comme une «légère» mise à «contribution de toutes les catégories». «Légères»: seulement 0,75% d'augmentation des cotisations. «Contribution collective»: l'augmentation des cotisations sera la même pour les patrons et pour les ouvriers; les cadres seront également touchés par un léger déplaçonnement, et enfin l'Etat apportera également sa contribution par une réduction de la TVA sur les produits pharmaceutiques. En somme nous dit-on des mesures égalitaires, qui permettront de combler les 10 milliards de déficit prévus pour 76.

Dans les faits cet égalitarisme de façade se traduira par une ponction supplémentaire sur nos salaires: 15 francs pour un salaire de 2 000 francs. Pour un salaire de cet ordre les travailleurs se verront retenir au total 145 francs.

L'Etat apportera sa contribution nous dit-on, mais alors que les augmentations des cotisations seront appliquées dès le premier janvier, la réduction des taux de TVA de 20% à 7% ne s'appliquera qu'à partir de juin. Cette réduction ne «coûtera» guère plus d'un milliard à l'Etat, qui les trouvera dans la poche des travailleurs contribuables.

Le reste du déficit sera compensé par des économies réalisées sur les frais d'hospitalisation et les dépenses de médicaments. C'est à dire des séjours à l'hôpital réduits au minimum, des soins au rabais. Le gouvernement justifie ces mesures par le déficit de la sécurité sociale: mais il ne dit pas un mot d'où vient ce déficit, il ne dit pas qu'en 74 les patrons ont accumulé pour 4 milliards de cotisations non payées, et que depuis, la somme des impayés des employeurs n'est plus publiée.

Ces mesures serviront de test, d'autres sont en préparation. Elles iront dans le sens de ce préconisait hier Ceyrac demandant que la sécurité sociale soit «nettoyée», c'est à dire que les congés maladie soient réduits. Car disait-il «quand je vois mes compatriotes en bonne santé, il y a des économies à réaliser». Pour Mr Ceyrac, les travailleurs prennent trop d'arrêts maladie: c'est pourquoi il veut organiser avec des officines comme Securex le contrôle des arrêts maladie.

Dans ce domaine comme dans celui des salaires il annonce la couleur: si les syndicats n'acceptent de limiter leurs revendications, il faudra recourir à des méthodes autoritaires. Quelles seront ces méthodes? Les mesures répressives prises actuellement à l'encontre des appelés et des militants syndicaux nous en donnent un avant-goût.

C'est maintenant qu'il faut riposter massivement contre les augmentations des cotisations et les mesures répressives qui les accompagnent.

Serge LIVET

## armée

les paroles de la gauche sur les libertés à l'épreuve des faits

voir p. 4

Caen:  
3000  
Manifestants  
contre  
la répression



Bigéard et Henu devisant ensemble. D'accord pour condamner les appelés.

## la mort d'un ouvrier a la SMN

«Cette manœuvre, c'est contraire au règlement sur plusieurs points, mais on la fait tous les jours et personne ne dit rien» c'est ce que disent tous les gars du manœuvre et de la gare. C'est vrai pour tous les accidents du travail, on s'habitue à un certain rythme de travail, poussé par

les contremaitres. Ces manœuvres très dangereuses deviennent des «habitudes» et quand un accident arrive, patron et maîtrise tentent de rejeter la responsabilité sur les ouvriers qui soi-disant n'appliqueraient pas les consignes de sécurité en vigueur.

voir p. 4

## GISCARD AU CAIRE

«Je suis très reconnaissant à la France de sa participation à l'implantation d'une industrie arabe d'armement», déclarait hier Sadate. Cette déclaration confirme les rumeurs dont faisaient état les journaux du Caire, selon lesquelles des contrats d'armes très importants seraient en cours de discussions. Certains évaluent ces contrats à 2 milliards, d'autres disent même 10 milliards. A coup sûr des contrats d'armes très importants, et dont l'une des caractéristiques seraient la mise sur pied d'usines d'armement en Egypte même.

voir p. 4

«cette manœuvre c'est contraire au règlement sur plusieurs points, mais on la fait tous les jours et personne ne dit rien»

## belles paroles

A Varsovie, Mr Brejnev a affirmé, au sujet de l'Europe de l'Est: «La communauté socialiste est une union volontaire d'Etats égaux, souverains et indépendants». Comme l'a prouvé l'invasion volontaire, souveraine et indépendante de la Tchécoslovaquie.

où il a déclenché une guerre civile dans le but de mettre la main sur le pays.

Après quoi Mr Brejnev se plaint que «le monde bourgeois essaie d'affaiblir notre unité». Entre gens de la même classe, de telles contradictions existent. Quand il s'agit de part et d'autre de capitalistes, pour qui la question est de se partager le monde. De leur côté, la classe ouvrière et les peuples et nations opprimés du monde s'unissent pour abattre l'impérialisme, et le «socialisme» de Mr Brejnev, qui ressemble à s'y méprendre à de l'impérialisme: le social-impérialisme.

«La communauté socialiste est le support le plus ferme des forces de liberté et de progrès dans le monde entier». Comme en Inde, où le gouvernement «de liberté et de progrès» soutenu par Brejnev vient d'instaurer une censure draconienne sur la presse. Comme à l'ONU, où l'Union Soviétique s'oppose systématiquement à l'instauration d'un nouvel ordre économique international, mettant fin au pillage du Tiers-Monde. D'après Mr Brejnev, «les peuples épris de paix de tous les continents» peuvent compter «en premier lieu» sur son aide. Comme en Angola.

Après quoi Mr Brejnev se plaint que «le monde bourgeois essaie d'affaiblir notre unité». Entre gens de la même classe, de telles contradictions existent. Quand il s'agit de part et d'autre de capitalistes, pour qui la question est de se partager le monde. De leur côté, la classe ouvrière et les peuples et nations opprimés du monde s'unissent pour abattre l'impérialisme, et le «socialisme» de Mr Brejnev, qui ressemble à s'y méprendre à de l'impérialisme: le social-impérialisme.

Après quoi Mr Brejnev se plaint que «le monde bourgeois essaie d'affaiblir notre unité». Entre gens de la même classe, de telles contradictions existent. Quand il s'agit de part et d'autre de capitalistes, pour qui la question est de se partager le monde. De leur côté, la classe ouvrière et les peuples et nations opprimés du monde s'unissent pour abattre l'impérialisme, et le «socialisme» de Mr Brejnev, qui ressemble à s'y méprendre à de l'impérialisme: le social-impérialisme.

Jean LERMET

la vie du journal

# dans notre courrier

**MATRAQUAGE PUBLICITAIRE, MATRAQUAGE IDÉOLOGIQUE**

A l'heure où les femmes s'organisent, mènent des grèves (Cip Bailleul...) ou rejoignent leurs maris dans le combat quotidien, que nous proposons les flashs publicitaires qui passent aux meilleures heures d'antenne ? Madame attend anxieusement le verdict de Monsieur : va-t-il aimé la blanchette qu'elle a bichonnée pour lui ? « Il a aimé ! » et Madame, ravie, s'extasie pendant que Monsieur dévore. Même scénario pour le liquide adoucisseur de linge : pour une fois, l'époux remarque la douceur de ses chemises, et l'univers de la femme est ainsi éclairé de joie pour toute la journée. Elle est récompensée de ses efforts !

L'homme est un travailleur harassé, bousculé par le rythme infernal de la vie, entendez le cadre que ses responsabilités écrasent (cravate, costume, serviette sous le bras le prouvent), pas question de représenter les véritables conditions de vie de la classe ouvrière. Son épouse se doit donc de concentrer toute son activité, toutes les ressources de son esprit pour assurer tranquillité, détente et repos à ce bourreau de travail, qui, en retour, lui assure le confort.

Femme-fleur, femme-délassément de l'homme, femme-mère attentionnée qui prépare de délicieuses goûters à ses enfants au retour de l'école, voilà les modèles proposés par la bourgeois-

sie. Il y a trop de chômage, il faut convaincre que le paradis pour les femmes, c'est leur foyer !

Mais les ouvrières, les employées prouvent par leurs actions qu'elles ne se laissent pas duper par ces modèles de soumission si commodes pour la bourgeoisie. Elles revendiquent « Leur moitié de ciel » !

D. K.

**QUELLE FORMULE PROPOSEZ-VOUS ?**

La série d'articles sur « les travailleurs et la crise » était très intéressante, notamment les derniers constituent une véritable arme politique. Cependant celui sur l'autogestion m'a déçu ainsi que d'autres lecteurs à Nanterre. Cet article était trop descriptif. On aurait eu besoin d'une analyse plus approfondie de la question.

une lectrice de Nanterre

Je lis le Quotidien du Peuple depuis quelques temps, il me semble que vous devriez parfois consacrer un article à votre position concernant les problèmes que vous critiquez. Par exemple, vous rejeter l'autogestion à juste titre. Quelle formule proposez-vous ? Ce pourrait être une deuxième partie de votre article.

J.-B. R. Pommiers.

Pour aller plus loin dans la critique du projet de société des réformistes (avec la formule miracle d'autogestion qui en constitue le centre), il faut aussi avancer dans la précision de notre projet révolutionnaire. Quel type de société nous voulons, c'est sur cette question que le Quotidien du Peuple va reprendre le débat sur les travailleurs et la crise et préciser la position des marxistes-léninistes.

Lille

Les articles ont souvent l'aspect d'une énumération. Il serait intéressant d'expliquer à chaque fois (comme pour Air France), le déroulement de la lutte, ce qu'on fait dans l'usine, qui sont les gens qui y travaillent, quels sont leurs problèmes, comment ils s'organisent. Il faudrait également expliquer ce que font les marxistes léninistes, de quoi ils discutent avec les gens, concrètement, comment ils élaborent leurs propositions, leurs perspectives.

Strasbourg

**DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL**

Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au : QUOTIDIEN DU PEUPLE en téléphonant au : 208 65 61 paris de 8 h. 30 à 13 h.

**PARTIS, SYNDICATS D'ENSEIGNANTS ET**

**RÉPRESSION DES SYNDICALISTES ET DES SOLDATS**

La petite affiche suivante a été placée à la Faculté des Lettres de Besançon par un camarade, sympathisant du Quotidien du Peuple, le jeudi 4/12/75 :

« fête pour les libertés avec les jeunes communistes »

Ceux-là même qui parlent des libertés refusent de participer à la manifestation organisée après l'arrestation des militants syndicalistes, en uniforme ou non.

PC, CGT, FEN, SNES, de quel côté êtes-vous ? »

Ce petit texte a fait l'effet d'une bombe :

des gars du SNES : « T'es dégueulasse, nous on est pour », un délégué du SNES : « T'es dégueulasse, ça fait des mois et des mois qu'on gueule pour les libertés, et tu viens nous dire ça ! », un délégué CGT : « T'es un salaud, t'es un démobilisateur de troupes, les gars viennent me demander pourquoi on ne vient pas à la manif ».

Oui, il y avait beaucoup de contradictions dans les syndicats enseignants, et la base posait bien des questions aux états-major, ce jeudi 4 décembre.

correspondant Besançon

# RASSEMBLONS LES 15 MILLIONS

## souscription

St-Brieuc	50 F	Béthune	22,50
Amiens		collectes pour le 12 p.	20 F
Soldat du 61 <sup>e</sup> RA	50 F	un couple pour le 12 p.	2600 F
collectes	32 F	Paris-banlieue Nord	13 F
Marseille	1100 F		90 F
un enseignant	50 F	une retraitée	5 F
Martignes		un lecteur	5 F
des enseignants	600 F	vente de foulards	100 F
A.D.	50 F	Caen	1400 F
Rilleux	50 F	deux lecteurs	200 F
deux sympathisants	250 F	vente de cartes postales	60 F
Epervay		vente de foulards	20 F
C.H. pour le 12 p.	50 F	Angers	400 F
C.H. Rouen	50 F	Montceau-les-Mines	920 F
R.D. St-Jean Bourn	200 F	des lecteurs de Michelin	30 F
I.n. Lons-le-Saulnier	100 F	des lecteurs	20 F
Strasbourg		Besançon	3800 F
un couple pour le 12 p.	100 F	un couple de retraités	480 F
un travailleur algérien	10 F	de Franche-Comté	200 F
des travailleurs de la Télé	90 F	Chalon s/S	3800 F
une collecte	40 F	Paris-banlieue Sud	300 F
Nancy/Longwy/Villerupt	5680 F	INSEE	560 F
Nancy	25 F	Nantes	3560 F
D.B. Villerupt	200 F	Lyon	68 F
M. M <sup>e</sup> S. Epinaye	30 F	librairie	20 F
Paris	8400 F	hôpital	1400 F
jeunes travailleurs	15 F	Nord	1000 F
J.-L. S.	35 F	Reims	20 F
P.B.	10 F	Fos s/mer	
un M-A Etampes	100 F	un ouvrier de la CFEM	
D.P.	5 F		
un étudiant	40 F		
un surveillant	100 F		
un prof de St-Ouen	260 F		
C.P. Nîmes	50 F		
Grenoble	200 F		
Tarare			
un couple d'instituteurs	100 F		
Châlons s/M	50 F		
C.B. R.F.A.	50 F		
		TOTAL	39 947,50
		déjà souscrits	
		les semaines	
		précédentes	62 605,50
		TOTAL SOUSCRIS	102 553 F
		RESTE A SOUSCRIRE	
		POUR LES	
		QUINZE MILLIONS	47 447 F

**je souscris**

10 F      50 F      100 F      F

Nom .....  
 Profession.....  
 Adresse.....

Envoyez au Quotidien du Peuple  
 BP 225 75 924 - Paris Cedex 19  
 CCP 23 132 48 F Paris

**JE M'ABONNE**

250 F      1 AN      80 F      3 MOIS  
 150 F      6 MOIS      30 F      1 MOIS

Non.....  
 Profession.....  
 Adresse.....

envoyez au Quotidien du Peuple  
 BP 225 75 924 - Paris Cedex 19  
 CCP 23 132 48 F Paris

**DÉBAT DU QUOTIDIEN DU PEUPLE**

JEUDI 11 DÉCEMBRE - 20 HEURES  
 44, RUE DE RENNES (MÉTRO SAINT GERMAIN)

● le Portugal après le coup d'Etat du 25 novembre

● les peuples d'Espagne face à la répression du «libéral» Juan Carlos

# les lecteurs en débattent...

«luttons ouvrières»

Il pourrait y avoir dans le Quotidien du Peuple une page entière une ou deux fois par semaine, consacrée à une lutte exemplaire, qui permette d'aborder des explications politiques élevées.

«international»

Alors que la lutte des classes au Portugal et en Espagne connaît des développements d'une signification historique indéniable, le lecteur du Quotidien du Peuple reste extérieur au mouvement des masses populaires de ces pays. C'est surtout vrai pour l'Espagne : il est utile de connaître les organisations anti-franquistes, leurs analyses de la situation, mais il serait plus fructueux d'essayer de répercuter le débat tel qu'il se déroule quotidiennement au sein des masses, même si une telle enquête doit être présentée avec les réserves qui s'imposent.

Ce qu'il faut ce sont des reportages vivants, qui donnent une image précise de la mobilisation effective des peuples d'Espagne et du Portugal, pas seulement des bulletins d'information, même très bien faits (comme ceux sur le Portugal le sont).

Très bien l'article sur la Lisnave. Un début de réponse à mes questions. A quand un reportage sur la lutte antifasciste des travailleurs de la SEAT à Bilbao ?

D. Alfortville

Ces critiques et ces propositions montrent à quel point passer au 12 pages aujourd'hui, c'est une nécessité politique. Dans le but de faire le point sur l'amélioration nécessaire du journal, et de concrétiser la mobilisation autour d'un 12 pages quotidien, nous laisserons prochainement la parole aux responsables des différentes sections du journal qui feront le point sur leurs projets.

# Le P'C'F et les libertés

Stéphane RAYNAL

# LA CHASSE AUX SYNDICALISTES REVOLUTIONNAIRES

Certains camarades, lecteurs, ont pu parfois reprocher que dans tel ou tel article apparaissaient, sans justification immédiate des termes du genre «la CGT, aux mains du P'C'F» ou encore des appréciations qui pouvaient passer pour un point de vue systématiquement «anti-CGT». Déjà dans une réponse à des camarades, syndicalistes de Peralis, nous avons précisé à

quoi s'adressaient nos critiques : à la ligne suivie par la centrale et impulsée par le parti des faux communistes, à l'idéologie du défactisme, de la trahison des intérêts ouvriers et de l'aménagement de l'exploitation impulsée dans la classe ouvrière par les partisans du Programme Commun, ce programme bourgeois.

Mais nous refusons de nous en prendre au syndicalisme CGT en tant que tel et encore moins aux militants cégétistes indépendamment de la ligne suivie par eux et de leur pratique concrète. Nous

n'épousons pas, par exemple, les querelles de boutiques CGT-CFDT menées dans certaines entreprises, hors de toute bataille sur la tactique et la stratégie offertes aux travailleurs : La lutte entre voie de réforme et voie de la révolution ne passe pas entre les 2 confédérations mais dans chacune d'elles, dans les masses.

## congrès de la fédération des finances de la CGT : «ÉCHEC AUX EXCLUSIVES RÉVISIONNISTES»

La semaine dernière s'est tenu le Congrès de la Fédération des Finances CGT, qui regroupe 44 000 syndiqués des administrations du Ministère des Finances. Une fois de plus les conceptions révisionnistes ont largement dominé le Congrès :

- l'objectif principal assigné aux luttes est de contribuer au «grand rassemblement pour un changement de gouvernement», les mettant ainsi à la remorque du Programme commun.  
- Tous les salariés, du «balayeur au directeur» se retrouvent dans «la grande masse des français qui aspirent au changement». Les contradictions de classe, bien réelles, qui existent entre les fonctionnaires et la classe ouvrière, entre les cadres et les agents d'exécution, sont purement et simplement niées.  
- Rien n'est prévu pour assurer la coordination des luttes locales menées dans les différentes administrations, et leur liaison avec les luttes générales menées au niveau de l'ensemble de la Fonction Publique et de la classe ouvrière.

L'incapacité à s'opposer à l'offensive menée par le gouvernement dans tous les domaines, l'échec partiel des grèves de novembre 1974, commencent à provoquer des remous ! Les révisionnistes invoquent comme raisons à ces difficultés des «problèmes d'organisation». Mais les débats d'appareils n'arrivent pas à canaliser la contestation de plus en plus vive des positions révisionnistes. Les débats du Congrès ont souvent été animés, de nombreux amendements présentés, et, malgré tous leurs efforts, les faux communistes n'ont pas réussi, comme c'est la tradition dans les Congrès CGT, à masquer les divergences en faisant adopter les rapports à l'unanimité. Les syndicats de l'INSEE et de l'INC en particulier se sont montrés particulièrement contestataires...

Aussi, Leporse, responsable du P'C'F a-t-il demandé au nom de son syndicat (le Syndicat de l'Administration Centrale) l'exclusion du secrétaire du syndicat CGT de l'INSEE de la direction fédérale à laquelle celui-ci appartient depuis plus de 3 ans ! Les raisons de cette demande, clairement exprimées, étaient directement politiques : il s'agissait «d'assurer l'homogénéité politique de la Direction de la Fédération».

Belle conception de la «démocratie syndicale» que de vouloir (comme le fait d'ailleurs le sieur Leporse dans «sons syndicat») exclure de toute fonction les opposants au P'C'F, sous prétexte de «défendre la cohérence de la CGT». Cette proposition fut rejetée avec indignation par de nombreux délégués et, avec embarras, par Dervilly-lambert (gêne... en pleine campagne des libertés).

Correspondant INSEE (Paris)

## Châlons : le secrétaire de l'Union locale CGT dénonce nominalement des révolutionnaires

Le 23 septembre, lors de la manifestation sur l'emploi de Châlons-sur-Marne des révisionnistes de la CGT tentèrent d'empêcher par la force des militants syndicalistes, des ouvriers de Magierus et des jeunes, (dont des camarades du PCR et de l'UCJR), de lancer leurs mots d'ordre d'Unité Populaire contre le chômage et d'Offensive contre la crise de la bourgeoisie. Tirant la conclusion que les adhérents CGT ne suivaient plus guère les consignes révisionnistes et que, d'autre part, «les gauchistes à Châlons deviennent agressifs» (lisez : prennent l'initiative politique !), l'Union Locale sur la ligne du P'C'F a pris une décision délibérément provocatrice en organisant le fichage de militants révolutionnaires connus et un service d'ordre pour «casser du gauchisme». Cette «initiative», qui a déjà provoqué l'éclatement de nombreux militants CGT sincères et de l'Union Locale (UIS) CFDT, relève de pratiques de basse police ! Cela dévoile la réalité de la campagne actuelle confédérale sur «l'actualité du Programme Commun» où est promis, sans vergogne, «l'épanouissement d'une véritable vie démocratique dans tous les rouages de la vie nationale et d'abord dans l'entreprise» !

Correspondant UCJR Châlons sur Marne

### • DÉVELOPPER LE SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE DANS LA CGT, c'est possible et c'est le moment :

Écœurés par les manœuvres bureaucratiques des faux communistes, désabusés par les solutions bourgeoises du Programme Commun, de nombreux militants et mêmes responsables CGT se dressent désormais.

Dans les congrès, dans la vie syndicale quotidienne, dans les luttes : des syndicalistes révolutionnaires rejettent le révisionnisme, lui contestent la direction du combat syndical.

### • REGROUPER NOS EFFORTS POUR ARRACHER LA CGT A L'EMPRISE DU RÉVISIONNISME

Déjà un collectif s'est mis en place, sur des bases d'unité pour mener la lutte de classe, au coude à coude, syndicalistes révolutionnaires CGT et CFDT. Autour du bulletin «Brisons Nos Chaînes», dans des sections et unions CGT en nombre croissant, une force anti-révisionniste s'attache à remettre entre les mains des travailleurs cet outil précieux de la lutte de classe, l'arme syndicale que constitue la CGT pour combattre la bourgeoisie en crise et contrer des campagnes de répression : Le syndicat doit être l'arme de tous les travailleurs, balayons le révisionnisme !

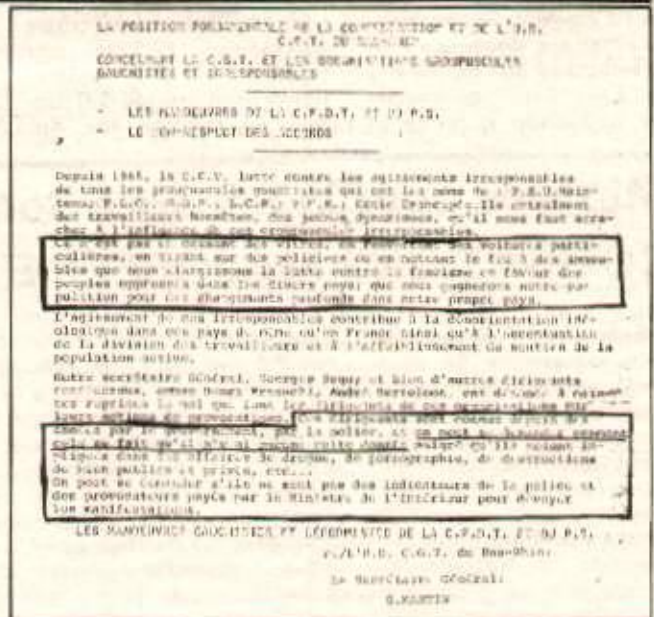
Le 23 septembre, lors de la manifestation sur l'emploi de Châlons-sur-Marne des révisionnistes de la CGT tentèrent d'empêcher par la force des militants syndicalistes, des ouvriers de Magierus et des jeunes, (dont des camarades du PCR et de l'UCJR), de lancer leurs mots d'ordre d'Unité Populaire contre le chômage et d'Offensive contre la crise de la bourgeoisie. Tirant la conclusion que les adhérents CGT ne suivaient plus guère les consignes révisionnistes et que, d'autre part, «les gauchistes à Châlons deviennent agressifs» (lisez : prennent l'initiative politique !), l'Union Locale sur la ligne du P'C'F a pris une décision délibérément provocatrice en organisant le fichage de militants révolutionnaires connus et un service d'ordre pour «casser du gauchisme». Cette «initiative», qui a déjà provoqué l'éclatement de nombreux militants CGT sincères et de l'Union Locale (UIS) CFDT, relève de pratiques de basse police ! Cela dévoile la réalité de la campagne actuelle confédérale sur «l'actualité du Programme Commun» où est promis, sans vergogne, «l'épanouissement d'une véritable vie démocratique dans tous les rouages de la vie nationale et d'abord dans l'entreprise» !

## STRASBOURG : «des provocateurs payés par le Ministère de l'Intérieur...»

On voit aujourd'hui la viguerie avec laquelle est remise en cause, de plus en plus, la ligne révisionniste dans la CGT elle-même et l'exacerbation des contradictions dans les masses contre les faux communistes, leurs objectifs et leur tactique de trahison (huées lors des appels à la reprise à Air France, «PCF, trahison, une seule solution la révolution») scandé par 600 travailleurs dont de nombreux syndicalistes CGT, le 2 décembre, à Lyon, de fait de l'attitude à Paris-Rhône, responsable révisionniste de l'Union des Métaux remis en cause à Clark, à Strasbourg par des militants CGT conséquents... pour ne parler que des faits les plus récents !...

Voilà ce qui inquiète et irrite les gens du P'C'F qui ont actuellement la main sur l'essentiel des structures et dominant encore idéologiquement et politiquement pour l'essentiel la Confédération CGT. C'est ce qui pousse certains de leurs éléments à ne plus se contenter de tracts calomnieux contre les luttes qui les gênent (comme à Paris-Rhône, à propos de laquelle, l'Union des Métaux parlait de «grève minoritaire», conduisant au découragement, à la division et à l'affaiblissement, offrant au patronat l'occasion de la répression !)

Désormais, il s'agit «d'éduquer les militants CGT en les mettant en garde contre le gauchisme» et



«d'être vigilants» car le syndicalisme révolutionnaire gagne du terrain ! Participant ainsi de plein pied à la campagne de Poniowski contre les révolutionnaires et les ouvriers combattifs, les révi-

sionnistes utilisent le sigle CGT pour les pires bassesses ! En témoigne la circulaire interne que des militants syndicalistes révolutionnaires, responsables CGT du Bas-Rhin, nous ont fait parvenir.

## la direction révisionniste de la CGT-Laverra contre les luttes

A Naphta-Chimie, la direction du syndicat CGT s'est lancée dans une attaque sans précédent contre les luttes où les travailleurs ont exprimé leur volonté de prendre en main leur combat. Dans un tract elle notait : «Notre syndicat a entrepris une campagne de clarification auprès des travailleurs. Nous insistons sur le résultat des luttes aventuristes. A Chalampé et à Vitry les tactiques des luttes improvisées ont amené une grave répression pour le mouvement ouvrier... La grève de 24 H du 16 octobre s'est transformée en grève illimitée... Que va être l'issue de la lutte ? La CGT a de graves inquiétudes sur l'efficacité de la lutte tactique employée... cette grève illimitée entraîne la division des travailleurs...»

Laverra remet donc en question la nécessité pour les travailleurs de lutter. Lutter oui mais si cela reste dans le cadre défini par les directions syndicales. Cette campagne a suscité de nombreuses réactions parmi les militants CGT car se heurter à la répression patronale c'est preuve que la lutte est efficace, quant à la division des travailleurs les responsables sont ceux qui attaquent les ouvriers qui se donnent les moyens de vaincre. Quand les travailleurs en lutte prennent en main leur combat, ils entrent nécessairement en contradiction avec les révisionnistes du P'C'F qui dirigent la CGT car ils refusent comme à Sovirel, et Saint-Gobain de servir les intérêts des défenseurs du Programme Commun.

La direction de la CGT de

Corr. Fos

politique

# ARMEE les paroles de la gauche sur les libertés a l'épreuve des faits

«Avec le PC, défendons les libertés»: c'est le mot d'ordre qui, de temps en temps, était repris dans la manifestation de la «gauche» samedi à Paris. Ce slogan, lancé sur le boulevard Haussmann désert, est un bon symbole de la défense des libertés par la gauche officielle.

Des militants syndicaux sont, avec des soldats, en prison; c'est le moment où jamais de montrer, dans les faits, qu'on applique les belles paroles. Mais ce n'est pas ce que fait le parti qui se dit communiste. Au contraire, Marchais déclare: «s'il y a complot, alors, il faut faire éclater la vérité». Par ces mots, il cautionne d'avance les condamnations. Il s'associe honteusement au gouvernement. Ainsi, au regard des faits, les cris de «ponia démission», en apparence très forts, apparaissent pour ce qu'ils

sont: simples paroles qui expriment les contradictions du P«C»F avec le gouvernement sur les remèdes à apporter au capitalisme; mais qui ne peuvent cacher sa solidarité de fond avec la bourgeoisie et son gouvernement actuel, contre les libertés du peuple.

Au fond, les choses sont simples. Il y a, pour le PCF, deux catégories: d'une part, ceux dont il approuve l'emprisonnement, et sur qui, il crie haro, et, par ailleurs, ceux qu'il veut bien défendre: Les militants syndicaux, les révolutionnaires, tous ceux qui refusent le programme commun, les soldats qui refusent l'armée bourgeoise, sont de la première catégorie. Les autres, ceux qui sont dignes de jouir de la liberté, sont, outre les membres du PCF, toutes les catégories de bourgeois, des réfor-

mistes aux pires réactionnaires. A ceux-là, la «charte des libertés» publiée l'an dernier, promet ses libertés: liberté pour les cadres d'avoir plus de responsabilités, liberté pour les petits patrons de continuer leur exploitation, liberté pour les partis bourgeois, les plus réactionnaires, de s'exprimer...

C'est bien cela la conception des libertés du PCF. Ses actes actuels le prouvent. Comme l'avait prouvé sa demande, exaucée, à Pompidou en 1968, d'interdire des organisations révolutionnaires.

Séguy, comme si la mesure n'était pas suffisante, revenait hier à la charge pour cracher sur la solidarité naturelle de classe qui unit les ouvriers devant la répression. Il la qualifie haineusement de «je ne sais quelle confraternité».

Ignorant du sort des victimes, militants CFDT et soldats, dont le nombre ne cesse de s'accroître, et qui risquent jusqu'à dix ans de prison, il brame «nous ne sommes pas des inconditionnels de la solidarité intersyndicale». Car pour les révisionnistes comme lui, pour les diviseurs, il y a deux sortes de syndicalistes: ceux qui acceptent le programme commun et les autres. Les autres, ouvriers révolutionnaires, ce sont ceux que dénonçait encore récemment un texte odieux de l'UL CGT de Châlons sur Marne que nous publions aujourd'hui. (voir p. 3) En guise de lutte contre le patronat, ce «syndicat» annonce «la création d'un service d'ordre» contre les révolutionnaires.

Le PS, qui, du bout des lèvres, parle de solidarité avec la CFDT, sous prétexte de «son patriotisme»,

s'oppose lui aussi à la lutte pour la libération des emprisonnés qu'il a condamnés sans ambiguïté. Et, si Mitterrand se préoccupe aujourd'hui de la CFDT, c'est pour essayer de sauver la mise à l'union de la gauche qui apparaît encore bien désunie sous les coups de buttoirs de Chirac.

Il y a maintenant près de 15 jours que les premières inculpations ont été prononcées. Ceux qui, au début, ont pu se laisser aller à croire que la gauche officielle allait agir pour les libertés, peuvent perdre leur illusion. Il ne s'agit pas d'un retard, d'une bavure, mais d'une politique réfléchie. Pour la défense des libertés, comme pour la lutte pour le socialisme, pour renverser le capitalisme, les partis dits de gauche sont des obstacles à détruire. Paul LEFORT

## Bourges fait la tournée des popotes

Le ministre Bourges vient d'annoncer qu'il allait faire une tournée des casernes. Au premier rang de ses préoccupations, les «commissions de soldats». Cette instance, prévue par le règlement nouveau de juillet dernier, a, à l'époque été présentée comme un sommet de la «libéralisation» du service militaire. Rappelons que les appelés qui figurent dans ces commissions, si elles existent un jour, sont «désignés», c'est à dire choisis par la hiérarchie. Comme si ce n'était pas suffisant pour éviter toute expression authentique des soldats, Bourges a précisé que ces commissions «ne sauraient constituer une hiérarchie parallèle». Non mais des fois!

## 3 000 MANIFESTANTS A CAEN

3 000 personnes accusent «Halte à la répression à l'armée et à l'usine». La manifestation de mardi soir a été un grand succès. 3 000 personnes s'étaient rassemblées, place Saint-Pierre, dès 17 h 30 à l'appel de la CFDT, du PCR (ml) et d'autres organisations. La prise de parole commune dénonçait la répression contre les soldats du contingent en montrant qu'au travers de cette offensive de la bourgeoisie, c'est en fait l'ensemble du mouvement ouvrier qui est visé.

Les perquisitions chez les militants CFDT de SMN et Blaupunt le montre clairement. C'est un cortège très combatif qui parcourt les rues de la ville «Libérez nos camarades» mais aussi des mots d'ordre précis dénonçant

l'armée de la bourgeoisie «A bas l'armée briseuse de grève» et «Halte à la répression à l'armée et à l'usine» qui était massivement repris.

En tête, sur la banderole, des ouvrières de Blaupunt on lisait «Halte à la répression, stop aux perquisitions». Une manifestation aussi nombreuse dans ces conditions, ne s'était pas vu depuis longtemps, c'est une claque magistrale pour le PCF, le PS, et la CGT, eux qui ont refusé d'appeler à la manifestation, cautionnant ainsi l'emprisonnement des soldats et des militants syndicaux. Quel démenti quant à ces supôts de l'armée bourgeoise que dénonçaient 3 000 personnes mardi soir, dans les rues de Caen.

Corr. Caen

Aussitôt après la manifestation, un camarade de l'UCJR s'est fait enlever par des flics en civil alors qu'il rentrait chez lui, une banderole repliée à la main. Poussé de force dans une 4L qui démarra en trombe, pour le conduire au commissariat.

Des témoins qui ont failli se faire écraser par la voiture ont aussitôt prévenu les manifestants qui n'étaient pas encore

parti. C'est en envahissant à une trentaine le commissariat que les flics ont relâché le camarade. Cet acte à caractère fasciste fait suite à une autre tentative la semaine dernière où quatre jeunes de l'UCJR ont été conduit au poste et menacé de «Cour de Sécurité de l'Etat et de Fort de l'Est». La bourgeoisie étend la répression, mobilisons-nous pour l'en empêcher.

## LECANUET CONTRE LES JUGES

Que des juges fassent des déclarations à la presse, donnent leur opinion sur la justice, voilà qui est intolérable. Car, du syndicat de la magistrature au juge Pascal, il s'agit de magistrats qui refusent la justice telle qu'elle est aujourd'hui. C'est pourquoi Lecanuët, qui a déjà annoncé qu'il allait remettre de l'ordre à l'école de la magistrature, et sélectionner les juges d'instruction, annonce qu'il met à l'étude des règles nouvelles pour museler les juges contestataires. Il s'agit d'étendre la fameuse «obligation de réserve» imposée aux fonctionnaires qui n'ont pas les opinions du gouvernement. Encore une mesure, qui, progressivement, rapproché la situation en France de ce qu'elle est en Allemagne où tous ceux qui sont soupçonnés d'être révolutionnaires sont exclus de la fonction publique.

# GISCARD AU CAIRE des usines et des armes

suite de la une

On dit que Giscard a dans ses bagages des contrats économiques, préparés au cours des contacts très nombreux, entretenus entre la France et l'Egypte, notamment depuis la visite de Sadate en janvier dernier. En dehors de la nouvelle visite du président égyptien à Paris en octobre, le ministre français du commerce s'est rendu deux fois en Egypte. Des contrats importants ont été signés: 700 poids lourds commandés à Berliet et Saviem, le plus gros marché de poids lourds passé par l'Egypte, le financement des deux premières tranches de la centrale thermique d'Aboukir. Elf a entrepris des forages en pleine mer à la recherche du pétrole. Renault et Saviem ont ouvert des représentations, l'Egypte a choisi le procédé SECAM de TV couleur, le commerce entre les deux pays se développe, au détriment de l'Egypte qui doit importer beaucoup plus de la

France qu'elle n'exporte.

Depuis un an, de bonnes affaires; et qui sont appelées à se développer! Vingt projets au moins à l'étude, du téléphone au métro, dont les plans sont, paraît-il, très avancés, des usines d'engrais phosphatés, etc... Mais, des affaires qui ne sont pas aussi bonnes que celles réalisées par les Etats-Unis et l'URSS, ni même peut-être l'Allemagne de l'Ouest. Tandis que la France arrivait à peine à négocier le financement de l'usine thermique d'Aboukir les Etats-Unis pouvaient se permettre d'imposer des conditions draconiennes de contrôle pour la livraison de centrales nucléaires. De son côté, l'URSS contraignit à agrandir l'usine d'aluminium de Nag Hammadi qui traite de la bauxite australienne avec l'électricité du barrage d'Assouan réalisé par l'URSS: en 1978, celle-ci devra produire 166 000 tonnes de bauxite par an,

alors que les besoins annuels de l'Egypte sont évalués à 15 000 tonnes. La différence sera pour l'essentiel livrée à l'URSS. Pour payer les dettes! Quant à l'Allemagne de l'Ouest, elle s'engage dans la mise en place d'un projet de lac artificiel en plein désert, qui permettra la mise en valeur de la région et la création d'une usine électrique de 8000 mégawatts. Les voyageurs de commerce des patrons français ont affaire à forte partie sur le marché égyptien et il leur est difficile d'avoir les moyens de leurs projets.

Restent les armes. Depuis 1974, l'Egypte cherche à diversifier ses sources d'armements, la France est vendeuse. 44 Mirage sont déjà livrés, des hélicoptères, en vedette lors des défilés militaires récents. Pour l'instant, le marché est pour 97% entre les mains des soviétiques; seuls les Etats-Unis peuvent suppléer entièrement

au renouvellement de l'armement égyptien; mais sur ce terrain, le voyage de Sadate aux USA a été un échec. Aussi le marché égyptien d'armes est-il largement ouvert tant pour la fourniture d'armes que pour la construction d'usines clefs en main.

Qu'il s'agisse des projets industriels ou des usines d'armement, la faible capacité financière de l'impérialisme français l'oblige à faire appel à des capitaux arabes: les pétrodollars notamment, mettant ainsi en œuvre le dialogue euro-arabe tel que le prône Giscard les capitaux arabes lui permet tant d'exporter sa technologie et de s'assurer ainsi une place sur le marché égyptien et sur celui des autres pays arabes. Mais du même coup, il perd en partie, le contrôle de ces réalisations au profit de ses interlocuteurs égyptiens et arabes.

G.CARRAT

## Mesures pour la Sécurité Sociale COTISATIONS MAJORÉES ET SANTÉ AU RABAIS

Scène cent fois répétée, dans ce centre de paiement de la Sécurité Sociale de la région parisienne: un ouvrier essaie vainement de faire valoir ses droits auprès d'une employée qui lui oppose la stricte application du règlement. Le ton monte: l'employée ne veut rien admettre, mais en a-t-elle le choix? L'ouvrier, un portugais doit renoncer. A la porte, il m'explique, il est venu avec un camarade portugais qui a été victime d'un accident du travail au mois d'août: «Pour deux mois d'arrêt

d'accident de travail, il n'a touché que 480 F. Je suis venu avec lui, parce qu'il ne sait pas parler français, on a attendu une heure, on a perdu notre journée de travail et on ne veut rien nous donner. Ils s'arrangent avec les patrons pour nous prendre notre argent».

Alors, pour lui l'augmentation des cotisations de la Sécurité Sociale, il la ressent comme une injustice supplémentaire. Il n'est pas le seul, tous les travailleurs, pour la plupart des retraités ou des

femmes qui sortent du centre de paiement le disent: «C'est du vol organisé».

«C'est toujours nous qui payons, me dit un retraité. Je suis en longue maladie, mais pour être remboursé de mes frais, il faut que je passe régulièrement des expertises. Un jour, ils cesseront de me prendre en charge. Pourtant, j'ai travaillé dur toute ma vie, si j'ai de l'arthrose aujourd'hui, c'est pour ça, je ne me suis jamais arrêté, je ne pouvais pas me le permettre, même quand j'é-

tais malade, je n'étais pas assez payé... S'il y a du déficit dans la Sécurité Sociale, ça ne vient pas des ouvriers. Ceux qui font le déficit, c'est les plus riches, les bourgeois qui, à la moindre douleur se mettent en congé maladie, et se font rembourser les séjours dans les stations thermales. La Sécurité Sociale, ça a été pourtant un progrès pour nous. Avant on n'était pratiquement pas remboursé, il a fallu des grèves pour l'obtenir, mais les bourgeois en profitent plus que nous.

# la colère des travailleurs de la SMN après la mort d'un des leurs

SUITE DE LA PAGE 1

Un exemple : le vendredi après-midi, il faut dégager tous les déchets de ferraille, les wagons sont souvent hors-gabarit c'est-à-dire trop chargés, les bouts de ferraille dépassant sur les côtés. C'est théoriquement interdit, mais le contremaître gueule, oblige les gars à le faire pour ne pas perdre de temps. Le jour où arrivera un accident, on se rabattra tout de suite sur les ouvriers qui n'auraient pas dû accepter de le faire. C'est comme ça pratiquement pour tout le trafic ferroviaire.

Jean-Claude Thomas avait 20 ans, il rentrait de l'armée, et devait bientôt se marier. Comme les 3 de Sacilor, comme tous les travailleurs du bâtiment chaque jour, comme les 42 mineurs de Liévin, il est mort, assassiné par le capital. Il était accrocheur, c'est un boulot très dangereux, le gars doit se tenir entre les deux tampons du wagon en levant le crochet pendant que la rame arrive sur lui, lorsque les tampons des deux wagons se touchent, il accroche puis sort en passant par dessous. Parfois la rame arrive trop vite, et pousse le wagon arrêté, le gars s'accroche alors au



tampon et se laisse emporter pour ne pas être écrasé. Cette manœuvre, au cours de laquelle Jean-Claude Thomas a été tué, est interdite selon le règlement.

1° Elle s'effectue en plein sur un aiguillage, à cet endroit il y a plusieurs rails et le gars risque de tomber sur les voies, de plus les tampons des wagons risquent de ne pas se trouver face à face, et de se marier c'est à dire se placer à l'endroit où se trouve l'accrocheur et l'écraser.

2° Les voies à cet endroit

sont en courbe et le tracteur avait la vue cachée par un tracteur qui se trouvait sur l'autre voie, c'est interdit mais ça fait gagner du temps.

Il n'y a donc pas eu de témoin pour voir ce qui s'est exactement passé, ce qui est sûr, c'est qu'il a été coincé entre deux tampons au cours d'une manœuvre très dangereuse comme il s'en fait tous les jours à la SMN.

Le capital a l'habitude de tuer les travailleurs, aussi la direction ne s'émeut-elle pas. Dans le

communiqué qu'elle a fait paraître dans la presse, elle indique : «*Qu'il convient, comme toujours en pareil cas, de laisser aux instances compétentes le soin de poursuivre leur enquête*». On sait ce que cela veut dire, comme à Liévin où après avoir déssaisi le juge Pascal du dossier, la justice tente de faire croire aujourd'hui que «*l'accident serait dû à des causes imprévisibles*».

La liste est longue des travailleurs morts pour le profit de la SMN, déjà, au mois de juillet, trois ouvriers d'une entreprise intérimaire étaient morts, asphyxiés dans les égouts.

Il ne se passe pas de jour sans un accident à la SMN, les brûlures fréquentes parfois très graves comme les deux d'il y a un mois, les doigts coupés, les mains écrasées, les chutes... Il faut imposer la sécurité dans le travail, il faut, comme à Sacilor, que Jean-Claude Thomas ne soit pas mort pour rien. Assez de larmes de crocodile et de mensonges, il faut savoir la vérité !

Gérard PRIVAT

## Foyers SONACOTRA 'la recherche d'une riposte globale'

Depuis plusieurs mois, les travailleurs de plus de 30 foyers Sonacotra sont en grève. Dernièrement, un comité de coordination regroupant 16 foyers était créé, représentant 20 000 travailleurs. Aujourd'hui, aux foyers déjà en lutte, se joignent ceux de Lyon, Grenoble, etc... Les revendications communes portent sur la baisse de 50 % des loyers et pour l'abolition du règlement intérieur répressif. Nous avons reçu une lettre d'un camarade, rédigée avec l'accord unanime du comité de coordination, qui fait le point de la lutte et nous parle du «*soutien*» du P«C»F et de la CGT.

OÙ EN EST LA LUTTE DES FOYERS SONACOTRA ?

Actuellement, 30 foyers sont en grève, ceci depuis 11 mois pour certains. Si la lutte des foyers est partie de l'augmentation des loyers, il se trouve que, de réunions en réunions, les résidents ont débouché sur une plus grande prise de conscience de l'exploitation et de la politique de division exercées par la Sonacotra envers les travailleurs immigrés. A cette politique, une riposte s'imposait : l'unité des travailleurs en lutte, unité nécessaire dans chaque foyer mais aussi

la recherche d'une riposte globale, c'est pourquoi, actuellement, 12 foyers ont créé le comité de coordination.

LE COMITÉ DE COORDINATION : POUR UNE LUTTE EFFICACE

Le comité de coordination, c'est la réunion de tous les délégués en lutte, et de tous les camarades qui préparent la lutte dans les foyers que ne sont pas en grève. Ceux qui viennent au comité sont ceux qui travaillent pour la lutte dans leur foyer et à l'extérieur.

C'est le comité qui doit négocier avec le patron de Sonacotra. Il n'y a pas de négociations foyer par foyer. La lutte concerne l'ensemble des foyers. Les négociations doivent porter sur toutes les revendications, celles-ci étant réunies dans une plateforme.

L'ATTITUDE DE LA CGT ET DU P«C»F

Au début de la grève, la CGT animait un comité dont faisaient partie plusieurs foyers, qui s'en sont retirés depuis à cause de la pratique de la dite CGT, qui était de

renoncer les revendications en oubliant l'objectif principal de la lutte, et en ne tenant pas compte de l'évolution des revendications des résidents, à la suite de laquelle a été mise en avant l'égalité des droits des travailleurs français-immigrés. Face à cette évolution, la CGT et le PCF, qui ont senti que le mouvement leur échappait, ont essayé par tous les moyens de casser les débuts du comité de coordination et de démoraliser les résidents ; dans un article de l'«*Humanité*» du 3/12/75, ils continuent leur manœuvre politique, puisque c'est au moment où le comité allait renouer la Sonacotra pour négocier sur sa plate-forme, qu'ils annoncent leur propre «*négociation*» ! Cette action de la CGT et du P«C»F est dans la ligne de ces organisations : récupérer tout mouvement organisé par les travailleurs pour les travailleurs. Contraints de paraître soutenir les luttes des travailleurs sous peine de perdre leur influence auprès d'eux (surtout en Seine-St-Denis), ils le font en les contenant le plus possible. Signalons pour mieux comprendre la situation, que le comité est reconnu, par écrit, par la Sonacotra.

un camarade ouvrier avec l'accord unanime du Comité de Coordination

## SAVIEM : les régleurs à l'action

A l'usine Saviem d'Hérouville, les régleurs du secteur mécanique débrayent quotidiennement depuis le 3 décembre. Hier, ils ont occupé les locaux de la direction. Leurs revendications : 200 F d'augmentation pour tous. Ils demandent aussi que les QS, faisant le même travail que les régleurs, passent systématiquement régleurs au bout de 6 mois. La direction refuse d'accorder satisfaction. Elle fait des «*promesses*» et assure qu'elle verra les revendications en janvier, mais les travailleurs ne l'entendent pas de cette oreille. Déjà, il est prévu que l'action s'amplifie à tous les secteurs mécanique et aussi à d'autres secteurs.

correspondant Saviem

## une fois de plus, le racisme assassine !

Cette fois-ci, un jeune ouvrier marocain, Mohamed Omar Akani, père de 3 enfants, a été victime d'un acte raciste criminel à Viel-Baugé, le samedi 29/11/75 au «*Claudy Club*» dont le patron est réputé pour ses manifestations racistes.

La victime et son épouse étaient accompagnés par d'autres couples de compatriotes ; dès leur entrée n'ayant pas réagi aux provocations du personnel et du patron, ils devaient subir à la sortie l'agression sauvage de «*certaines videurs*» de la boîte (matraquage par chaîne de fer). Le jeune immigré grièvement blessé, n'a eu aucun secours des autorités locales contactées par ses compatriotes. Il a été transporté dans un état désespéré par ses collègues à l'hôpital d'Angers où il devait succomber à ses blessures, trois jours après. Cet assassinat raciste reflète les machinations dont sont victimes les immigrés dans leur vie quotidienne : l'exploitation féroce, licenciements, expulsions...

L'union Nationale des Etudiants du Maroc lance un appel urgent à l'opinion publique : les anti-racistes, les épris de justice et toutes les forces démocratiques à dénoncer le crime odieux et à participer à la collecte organisée pour rapatrier la dépouille mortelle de la victime du racisme aveugle ; aider à la survie de sa famille innocente.

- A bas le racisme  
- Solidarité pour dénoncer tous les assassins racistes et leurs complices  
- Vive la lutte commune des ouvriers français et immigrés

UNEM (Section d'Angers)

## Siemens (Hagueneau)

Une grève de 48h a été déclenchée pour protester contre 50 nouveaux licenciements. La direction fait le chantage suivant : «*Notre intention est de licencier pour pouvoir revenir à un horaire normal de 32h par semaine*» alors que les ouvriers sont actuellement à 24h et qu'il y a déjà eu un chantage à ce niveau. C'est «*une grève sur les lieux de travail pour éviter le lock-out, mais pas une occupation*» dit la CFDT. Les revendications principales à l'heure actuelle sont :

- compensation intégrale des heures chômées  
- maintien du plein emploi.

Correspondant

## EFFWEIN OCCUPÉE (la Roche-sur-Yon)

La lutte des travailleurs d'Effwein à la Roche-sur-Yon (1 500 travailleurs du groupe Grand Public de la Thomson en grève depuis le 3 décembre) a franchi hier matin, une étape importante. Face à la direction qui tentait de créer un mouvement de reprise, devant l'entrée de l'usine, autour des feux de bois, les discussions étaient nombreuses : *«il faut empêcher les gars de travailler ! Faut-il occuper, bloquer les entrées ?...»* L'assemblée générale était donc attendue avec impatience, c'était l'occasion de faire le point sur la lutte, de dresser des perspectives.

Ce fut dans l'enthousiasme que les travailleurs votèrent à main levée l'occupation. Il n'y eut que quatre voix qui se prononcèrent contre sur plusieurs centaines d'ouvriers présents. Il fut décidé aussi

de distribuer un tract sur le département pour développer le soutien, rappelant les revendications des ouvriers de chez Effwein qui exigent entre autre :

- l'augmentation des salaires,  
- la 5<sup>e</sup> semaine de congés payés,  
- la diminution de la charge de travail.

Après l'assemblée générale, les travailleurs décidèrent de manifester dans l'usine pour rallier à eux la centaine d'ouvriers qui avaient repris le travail. Chantant l'internationale, scandant «*Briffet (PDG) Effwein aura ta peau*» ou «*Briffet au boulot*». Cette manifestation par son dynamisme, son enthousiasme, a été une claire démonstration de la combativité et de la détermination des travailleurs. Cette lutte, du fait qu'Effwein est une des entre-

prises les plus importantes de la Roche-sur-Yon, prend un caractère particulier pour la région où le nombre des chômeurs dépasse 6 000 (40% d'entre eux n'ont même pas droit à l'aide sociale). La lutte des travailleurs d'Effwein risque de devenir un pôle d'attraction pour la Vendée, au moment où des licenciements s'annoncent dans plusieurs entreprises de la région. C'est aussi la nécessité pour ceux d'Effwein de mieux connaître la lutte qu'ont engagé ceux de Lyon du même groupe, qui sont en grève depuis la semaine dernière.

Les grévistes s'organisent aujourd'hui pour mener une lutte de longue durée, organisation de l'occupation, des piquets de grève, du soutien et de la popularisation de leur lutte.

José GARCIA

## L'ALBANIE EN LIVRES

«LA RÉVOLUTIONNARISATION IDÉOLOGIQUE EN RÉPUBLIQUE POPULAIRE D'ALBANIE : ENSEIGNEMENT ET ÉDUCATION»

C'est sous ce titre, que les Amitiés Franco-Albanaises ( 84, rue de Menilmontant - 75020 Paris ) viennent de publier un livre très intéressant. S'ouvrant sur l'état culturel et scolaire de l'Albanie à la Libération, cet ouvrage retrace les progrès parcourus depuis par le système scolaire en Albanie. Il donne une image vivante et précise de ce qu'est l'École en régime socialiste, avec le contrôle ouvrier qui s'exerce sur celle-ci et la lutte contre la division entre le travail intellectuel et manuel. On y trouvera aussi les principaux textes d'Enver Hoxha sur l'École et l'éducation, qui montrent quelle doit être la place de l'École en dictature du prolétariat et son rôle dans la construction du socialisme ( 143 p, 14 F, en vente aux A.F.A. et par correspondance - Collection AFA - Nouveau Bureau d'Édition ).

RÉÉDITION : GILBERT MURY «ALBANIE, TERRE DE L'HOMME NOUVEAU»

On doit à Francis Mury la bonne idée de rééditer le seul ouvrage essentiel dont nous disposons en France sur l'Albanie socialiste, celui de notre regretté camarade Gilbert Mury. On y retrouvera, au fil des pages, la description d'une Albanie que Gilbert savait nous rendre proche, avec son style limpide et sa compréhension immédiate de ce qui se fait et se construit en Albanie : le socialisme. Le contrôle ouvrier, le peuple et le parti, les villes et les campagnes, mais aussi la vie quotidienne et surtout, l'homme nouveau. Quand on referme ce beau livre sur les dernières lignes : «Terre de l'union du peuple et de la lutte des classes, du parti guide et des masses souveraines, pays d'Enver Hoxha à qui va tant d'admiration et d'amitié - mais aucun culte - ; Albanie, où les aigles meurent pour que les hommes vivent, tu comptes à travers l'Europe autant d'amis fraternels que tu es le pays de l'espoir», on sait que Gilbert Mury a, de son côté, tout fait pour susciter en France des sympathies militantes pour l'Albanie socialiste.

Gilbert Mury : «Albanie, terre de l'homme nouveau» - Librairie Floréal, 121 avenue du Maine - 75014 PARIS - 15 F, 175 p ( vente par correspondance possible pour province ).

# han suyin " le premier jour du monde "

« le premier jour du Monde », c'est Mao Tsé-Toung et la Révolution Chinoise (1949-1975) racontés par Han Suyin. Deuxième volet de cette fresque de la Chine contemporaine ( le premier volume, « le déluge du matin », allait de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à 1949, année de la fondation de la République Populaire de Chine ), « le premier jour du Monde » veut montrer qu'« en poussant de l'avant sa révolution, la Chine a tourné le dos à toute ambition hégémonique et elle fait confiance non seulement à son peuple, mais à tous les peuples ». Mais, pour cela, rappelle Han Suyin, il a fallu livrer de nombreuses batailles, et les premières le furent au sein même du Parti Communiste. Car tel est bien le fil rouge qui parcourt cet ouvrage : la lutte qui oppose ceux qui défendent ( d'une manière ou d'une autre ) qu'une fois arrivé au pouvoir, le Parti Communiste doit clore la révolution et ceux qui savent que la révolution ne fait alors que commencer. Cette lutte, Han Suyin ne la réduit pas à l'opposition entre Mao Tsé-Toung et Liou Chao-

révolution à ceux d'un clan comme le voulait Liou Chao-Shi, elle est fondamentalement une tentative permanente de traduire les intérêts du peuple : « la pensée de Mao Tsé-Toung : ce monument d'expérience et de connaissance révolutionnaire, la pratique de la révolution au jour le jour, l'enseignement de la science révolutionnaire au peuple ».

Han Suyin déroule un récit clair, simple sans être simpliste ( sauf, parfois, sur les relations entre Staline et le PCC ), qui explique bien l'enjeu de chaque débat entre la voie révolutionnaire et la voie révisionniste. Nous voyons se dérouler sous nos yeux les 26 années de construction du socialisme en Chine, avec les Cent Fleurs, le Grand Bond en Avant, la rupture avec l'URSS, mais aussi, la Révolution Culturelle ( peut-être la meilleure partie du livre ), la politique étrangère de la Chine Socialiste et les grandes luttes actuelles contre Lin Piao et Confucius et contre le droit bourgeois.

Han Suyin n'est pas communiste : on ne trouvera donc pas une analyse réelle du rôle du Parti

Shi. « Il faut tenir compte des individus... mais ces caractéristiques personnelles sont secondaires ; elles représentent la charpente sur laquelle vient se greffer une opinion politique, un comportement, une attitude de classe. Et c'est le choix d'une position de classe qui, finalement, détermine le rôle de l'individu dans la lutte ». Ecrivain, plus encore qu'historienne, Han Suyin a des formules heureuses quand elle décrit les principaux protagonistes qui mettent en jeu les lignes politiques qui s'affrontent au sein du Parti Communiste. De Liou Cha-Shi, Han Suyin montre bien les conceptions : pour lui, « le Parti est une élite d'hommes bons et honorables, aspirant à l'honnêteté, tenant les commandes d'une bureaucratie intègre et bien organisée, traitant avec un paternalisme objectif la population docile et soumise qui doit être guidée en tout temps. C'est une vue confucéenne élitiste ». Si la ligne révolutionnaire de Mao Tsé-Toung l'a emporté, c'est bien parce que, loin de vouloir subordonner les intérêts du peuple et de la

Communiste, ni des leçons à tirer de la construction du socialisme en Chine, qui nous concerneraient, nous, communistes français. Han Suyin est une Chinoise qui témoigne de la libération d'un peuple, de son peuple. Cette libération est le fait de l'expérience accumulée par le peuple chinois, mais aussi par tous les peuples du monde. « Commencer par le nôtre. « Le premier jour du monde » s'ouvre sur ces lignes : « ce livre est dédié à tous les peuples du monde qu'intéresse la Chine et sa révolution, sous l'impulsion de Mao Tsé-Toung. Mais il est dédié particulièrement au peuple français, dont la Révolution de 1789, et la Commune de Paris de 1871, font partie de l'histoire universelle, et ont ainsi contribué à la longue révolution chinoise. J'ai l'impression que les Français qui liront ce livre sentiront ce lien et accepteront l'apport de la révolution chinoise, qui, à son tour, marque l'avenir du monde ».

Camille Noël

(\*) Han Suyin : le premier jour du Monde, Stock, 50 F

## Vincennes L'UNIVERSITE ET LA CRISE

Malgré les efforts faits par le conseil d'Université, pour bien gérer la pénurie, les bons gestionnaires de la bourgeoisie, ayant à leur tête le président Frioux du P«C»F, n'ont pu empêcher la lutte des étudiants contre le décret Soisson, bientôt suivie du personnel administratif sur ses propres revendications, et dernièrement des chargés de cours en grève.

infime). Depuis lors, ils n'ont cessé d'apporter des preuves à la bourgeoisie de leur capacité à faire fonctionner une université.

Néanmoins, les années 70 virent s'amorcer des tentatives de jonction avec la classe ouvrière de la part d'un nombre important d'enseignants et d'étudiants se réclamant du marxisme.

### DU MYTHE A LA REALITE

L'originalité de Vincennes réside dans son ouverture aux non-bacheliers et aux salariés, dans ses innovations pédagogiques (travail en groupe) et les nouvelles disciplines enseignées (cinéma, théâtre, informatique, urbanisme, etc...)

Créée en 1968, comme soupape au mouvement étudiant, la faculté « expérimentale » cautionna le libéralisme du pouvoir. En réalité, si cette opération politique avait pour but d'isoler les éléments les plus combattifs du mouvement étudiant, elle servit surtout les intérêts des révisionnistes du P«C»F qui s'efforcèrent de mettre la main sur Vincennes pour bénéficier du prestige d'être à la tête d'une université « d'avant-garde ». Pour y parvenir, ils s'imposèrent en 1969 aux élections du Conseil de gestion, se servant pour cela de la loi Edgar Faure sur la participation (le taux de participation aux élections était

### L'UNIVERSITE RESTE INADAPTEE A LA SOCIETE CAPITALISTE

Le projet Soisson de réforme de l'Université répond aux difficultés économiques, politiques et idéologiques que la bourgeoisie rencontre à l'heure actuelle.

Il est certain que l'Université en général et particulièrement Vincennes, reste profondément inadaptée au marché du travail. Cela les membres du P«C»F l'ont compris, ils se sont faits les « avant-gardistes » des universités qui travaillent main dans la main avec le privé, comme à Villetaneuse où leur rôle capitaliste n'est plus à vanter. De même qu'à Vincennes, toujours sous la direction des révisionnistes zélés, on s'achemine à l'ouverture vers le privé. Déjà, dans certains départements s'organisent des stages de Formation Permanente en langue, informatique, urbanisme, cinéma, etc... D'où l'attribution de crédits en fonction de

la « professionnalisation » de l'Université.

### DES CREDITS POUR QUOI FAIRE ?

La lutte s'est engagée principalement sur l'obtention des crédits, sans faire le lien avec les autres facs, sur la question du contenu des cours, l'UNEF a maintenu un point de vue purement éco-

D'autres revendications soulevées par de nombreux étudiants méritaient d'être largement développées :

- o Refus de la préinscription pour les étudiants étrangers déjà appliquée dans les autres facs (y compris par les facs dirigées par les révisionnistes).
- o Relier le contenu des cours à la lutte qui se menait :



nomiste ; en déviant la cible par des mots d'ordre tels que « des chaises et des tables ». Les vrais problèmes ne furent pas vraiment abordés au cours de la lutte, et ce manque de perspectives politiques a conduit le mouvement dans l'impasse. Quant aux trotskistes, ils eurent une attitude parfaitement suiviste à l'égard des propositions des révisionnistes. Ils contribuèrent pleinement à grossir les rangs du courant anti-organisationnel déjà renforcé par les « magouilles » précédentes.

comme cela a été fait en urbanisme, où les étudiants ont proposé d'enquêter en groupe sur les possibilités de trouver des locaux supplémentaires à Paris VIII.

o Rallier à la lutte les étudiants des départements dits « normalisés » (application stricte du DEUG, bachotage intensif) en critiquant, à travers le contenu des cours, la formation de cadres dociles.

Un certain nombre d'étudiants sont allés démasquer le caractère soi-disant neutre de l'enseignement de l'anglais en obligeant le prof à

s'expliquer pendant son cours, mais cette initiative n'a été ni popularisée, ni reprise.

o Critique du contenu des cours, de leur fonction idéologique. Une expérience de contre-cours s'est mise en place en psycho, juste après la grève des cours, afin de réfléchir sur le rôle des psychologues dans la société capitaliste.

### LES CONTRADICTIONS DES REVISIONNISTES

Actuellement, le mouvement est dans l'impasse. Même si l'UNEF crie victoire après l'obtention de quelques crédits et des 4 000 chaises, personne n'est dupe du rôle démobilisateur qu'ont pu jouer les révisionnistes en cantonnant la lutte sur des aspects secondaires. Jouant sur les deux tableaux :

- o tentant de diriger la lutte par l'intermédiaire de l'UNEF,
- o jouant le rôle d'intermédiaire et de bon gestionnaires grâce au conseil.

Une fois de plus, les révisionnistes se sont démasqués en exerçant leur répression patronale à l'égard des cinq membres du personnel administratif sanctionnés arbitrairement. Frioux (président de l'Université) l'a reconnu lui-même, lors d'une assemblée générale : « C'est comme dans une entreprise, si un ouvrier ne fait pas son boulot, il est sanctionné », à la suite de quoi il fut pris à parti par le personnel et les étudiants.

### LA GREVE DES CHARGES DE COURS

Après la lutte des étudiants, celle du personnel administratif, ce sont les chargés de cours qui se sont mis en grève, depuis quelques jours. Ils réclament :

- o la revalorisation et l'indexation des salaires,
- o la sécurité de l'emploi (« pas un seul licenciement ») et la titularisation,
- o la création de postes en fonction du nombre d'étudiants.

Jeudi, à 15 h 30, quelques centaines d'étudiants venus soutenir les chargés de cours qui occupaient le secrétariat d'État aux Universités furent brutalement chassés par les gardes mobiles.

La tentative pour sortir Vincennes de son ghetto a déjà été amorcée par les « cours sauvages », se déroulant un peu partout dans Paris (RER, Maison de la Radio, Musée du Louvre, etc...), ils ont contribué à sensibiliser l'opinion publique.

La lutte que mène actuellement Vincennes, à tous les niveaux (personnel, enseignants, étudiants) doit s'étendre aux autres Universités pour déboucher sur une remise en question de la réforme Soisson et une critique de l'Université en crise.

correspondant Vincennes

AUX DOSSIERS DE L'ÉCRAN

# "Laissez le parler, il a raison"

L'actualité, ce n'est donc pas le chômage ; c'est du moins ce que l'on doit conclure après le changement de programme des «Dossiers de l'écran» de mardi soir qui s'est fait au profit de la question des prises d'otages.

De l'invitation «d'anciens otages» venus pour témoigner, à celles d'un représentant d'Israël et d'un patron de la brigade anti-gang, en passant par la liaison télé avec Londres et Amsterdam où se déroulaient des prises d'otages, tout cela relève d'une mise en scène frauduleuse qui a servi une nouvelle fois l'amalgame entre gangsters et révolutionnaires au profit du renforcement policier.

Au foyer de jeunes travailleurs de Gennevilliers, devant le poste de télévision, les exclamations fusent. Pendant tout le débat, Guy Darbois a affirmé que les téléspectateurs appelaient à la pendaison publique pour les preneurs d'otages, que les téléspectateurs ne voulaient rien entendre sur une distinction politique et droit commun. Au foyer on ne réagit pas ainsi.

Lahoucine est un jeune chômeur : «Il a raison le Palestinien. Qui c'est qui

opprime, ceux qui bombardent les camps de réfugiés ou ceux qui se défendent !». Depuis le commencement du débat, dans la salle de télé, les commentaires vont bon train. Les injures à l'encontre du représentant de l'ambassade sioniste fusent, chacun donne son avis.

Jean : De toute façon, c'est un débat qui ne va que dans un sens. Il n'arrête pas de couper la parole au représentant de

*l'OLP, et regardé, ils mélangent les gangsters avec les révolutionnaires.*

*Mohamed : Moi, je suis contre les prises d'otages.*

*Jean : Mais moi aussi, seulement on voit bien que la seule chose qu'ils désirent, c'est faire un peu plus de répression.*

*Lahoucine : Et tu crois qu'ils veulent vraiment la sécurité des gens ? Penses-tu. Ce ramassis de gars-là, ce sont des fascistes, ce sont ceux qui exploitent dans les boîtes. Et d'abord, les gangsters d'où ça vient ? C'est la société qui crée ça.*

*Mohamed : Sur le fait que tous ces gars-là ne veulent pas la sécurité, je suis d'accord.*

*Lahoucine : C'est sûr. Quand ce sont les mêmes qui félicitent le représentant d'Israël, qui traitent les Palestiniens de terroristes et de criminels, on ne va pas nous faire croire que tout d'un coup, ils sont inquiets pour la santé du peuple !*

*Jean : Moi, je suis sûr que c'était truqué le coup des téléspectateurs. C'est cela peut-être qui est le plus dégueulasse, le fait qu'ils veulent se donner l'air de répondre à la demande générale. Nous, ils ne nous ont pas invité !*

Recueilli par Claude VILLARD

M.KALAK, représentant de l'OLP, à Paris, nous déclare :

L'Organisation de Libération de la Palestine n'est en rien concernée par les prises d'otages ni par le gangsterisme. Néanmoins, si j'ai accepté d'intervenir à l'émission «Les dossiers de l'écran», c'est pour répondre aux accusations qui ne manquent pas d'être formulées dans ce genre de débat et qui veulent faire parrainer les prises d'otages à l'OLP, afin de porter atteinte à la cause palestinienne.

Conclusion de M. Kalak à la fin de l'émission : «Je tiens à rappeler à tous les téléspectateurs que plus d'un million et demi de Palestiniens sont retenus en otages dans les territoires occupés par l'Etat sioniste.

## le Paris de carton pâte



Le Paris qu'on ne raconte pas, le peuple de Paris le 28 mars 1871 proclame la commune devant l'hôtel de ville.

L'émission a eu du mal, à démarrer ; plans un peu long, pas ou peu de commentaires sur les interviews réalisées, bref l'enquête de Gozlan et Chalou sur le Paris donné aux touristes aurait mérité d'être un peu plus vivante qu'elle ne l'a été. MIROIR DU TEMPS PRÉSENT est déjà diffusé tard, la lenteur n'arrange rien. Et cela d'autant plus que leur propos n'était pas inintéressant. Ils ont reconstitué la journée d'une touriste qui visite Paris. C'est Brigneau qui a rédigé le guide qui sert de références à toutes les agences de tourisme. Une fois dans le car, deux écouteurs sur les oreilles, c'est le flot de commentaires ultra-réactionnaires du rédacteur en chef de Minute qui commence. A l'entendre, on se demande comment il reste un tel nombre de monuments à Paris puisqu'à tout moment, «la populace» s'est jetée dessus, a tout démolé. Les reconstitutions nostalgiques de l'exécution de Louis XVI se suivent de déclamations dityrambiques à l'égard de Bonaparte. Les deux réalisateurs de l'émission ont montré

avec humour parfois toute l'industrie du souvenir : le commerce de la figurine, les magasins dans lesquels les touristes sont obligatoirement conduits.

La dénonciation des organismes spécialisés a ses limites. Ne serait-ce qu'en ce qui concerne le public drainé par ces derniers. Pour les Japonais et les Américains que nous avons vu, un repas chez MAXIM'S fait partie du folklore. Peut-on s'arrêter aux aspects les plus criants de la façon dont la bourgeoisie réécrit l'histoire. A l'école déjà, on commence par inculquer aux enfants une conception de l'histoire tournée contre les peuples : vies de rois, populace imbécile, il n'y a qu'à voir comment la Commune de Paris est présentée dans les livres d'histoire : des insurgés bien heureusement ramenés à l'ordre!

L'histoire du peuple, il faut l'écrire, car si la dictature de la bourgeoisie s'exerce sur ce plan, c'est que notre passé est riche d'enseignements dans notre lutte aujourd'hui.

## programme

JEUDI 11 DÉCEMBRE

**TF 1**  
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
19 h 45 - LE RENARD A L'ANNEAU D'OR  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - SPECIALE : le bi-centenaire des États-Unis  
22 h 55 - ALLONS AU CINEMA  
23 h 25 - JOURNAL

**A 2**  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - «LES VIOLONS DU BAL» - film de Michel Drach (1973)  
22 h 15 - VOUS AVEZ DIT BIZARRE  
23 h 00 - JOURNAL

**FR 3**  
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE  
19 h 55 - JOURNAL  
20 h 00 - ALTITUDE 10 000  
20 h 30 - «LES PROIES» - film de Don Siègel (1971)  
22 h 15 - JOURNAL

VENDREDI 12 DÉCEMBRE

**TF 1**  
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES  
19 h 45 - LE RENARD A L'ANNEAU D'OR  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - AU THÉÂTRE CE SOIR : «Le sourire de la joconde» d'Aldous Huxley  
22 h 15 - LE CLUB DE DIX HEURES  
22 h 45 - JOURNAL

**A 2**  
18 h 30 - JOURNAL  
18 h 40 - LE PALMARÈS DES ENFANTS  
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES  
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
19 h 45 - Y'A UN TRUC  
20 h 00 - JOURNAL  
21 h 30 - APOSTROPHES  
22 h 45 - CINE-CLUB : «High Sierra» film de R. Walsh (1941)  
0 h 10 - JOURNAL

**FR 3**  
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE  
19 h 55 - JOURNAL  
20 h 00 - ÉMISSIONS RÉGIONALES  
20 h 30 - VENDREDI : faits divers  
21 h 20 - GABRIELE D'ANNUNZIO  
22 h 10 - JOURNAL

Ce soir, deux films sont programmés. Tandis que sur TF 1, on fêtera le bi-centenaire des USA. Ce ne sera pas celui de deux siècles de politique expansionniste et impérialiste mais une juxtaposition des productions du show-business américain. Sur antenne 2 à partir de 20 h 30 un film de Drach (73) «Les violons du bal». Il raconte la fuite d'une famille aisée juive devant l'occupant allemand en France. L'interprétation pleine de qualité de Marie-José Nat ne pallie pas à la pauvreté du scénario.

Sur FR 3, «Les proies» de Don Siègel (1971) n'est par contre pas ennuyeux du tout. Un soldat nordiste américain se réfugie pendant la guerre de sécession dans un pensionnat sudiste... Ce serait dommage de raconter la suite : cela ôterait le suspense qui fait toute la qualité du film.

## feuilleton

de Guy Mory et Jean-Paul Gay

# LIEVIN : LE MINEUR ACCUSE

Il y a bientôt un an, 42 mineurs étaient envoyés à la mort à la fosse 3 à Liévin. Une Commission Populaire d'Enquête se mettait en place. Son travail conduisit au Tribunal Populaire de Liévin le 22 mars où la responsabilité des Houillères fut clairement démontrée ; Jean-Paul Gay et Guy Mory ont participé à ce travail avec des mineurs de Liévin, ils ont recueilli de multiples témoignages et en ont fait un livre dont nous publions des extraits.

DANS LES MINES LA REPRESSION EST QUOTIDIENNE

Les porions sont encore chargés de l'application d'une tradition scandaleuse illustrant bien les conditions de l'exploitation capitaliste à la mine : les amendes.

«LES AMENDES POUR UN OUI, POUR UN NON»

Daniel raconte : «Un coup, je quittais le travail, il y avait encore du boulot,

le porion m'a dit : «Reste, il faut boiser». Nous étions en fin de poste, les gars du poste d'après-midi étaient déjà descendus, j'ai refusé, il m'a dit : «Tu auras 2 F d'amende»... J'ai un copain, il a eu 30 F en un mois... Ils retranchent aussi sur le prix des tâches : «Tu n'as pas nettoyé ton parcours parce que tu n'as pas eu le temps, le porion passe et ça fait 10 F qui sautent sur ta journée».

Un mineur marocain de la fosse 9 de Douai explique ce qui lui est arrivé voici quelques mois : «Un cousin qui travaille à Dunkerque est venu loger chez moi quelques jours. Le garde a appelé les flics. Les flics sont venus, ils ont demandé l'identité à mon cousin et lui ont dit : «Tu dois partir d'ici». Les Houillères m'ont mis une amende de 25 F qui ont été retenus sur ma paie le mois suivant».

«ON NOUS EMPÊCHE D'APPLIQUER LA SÉCURITÉ !»

Les ingénieurs et les porions, toujours en train de pousser le mineur au rendement, l'empêchent d'appliquer même les règles les plus élémentaires de sécurité.



«Avant de miner, le boutefeu doit prendre la teneur en gaz, et si elle est trop forte, il peut refuser le minage. Mais tu as souvent le porion qui est là et qui la ramène : «T'as pas encore fini, dépêche-toi...» Alors le boutefeu n'a pas le temps de prendre sa teneur partout où il faudrait...»

«Un porion qui abusait de la bouteille s'était fait engueuler par l'ingénieur comme quoi le rendement était insuffisant. En conséquence, le porion a refusé de faire arrêter le chantier dangereux, alors que le règlement et les ouvriers le voulaient. Bilan : un mort. Le gars qui est mort était le frère d'un porion

d'une autre taille. Un jour le gars qui pose les boisages demande au mécanicien d'arrêter la machine parce que le boisage devenait dangereux si la machine continuait. Le mécanicien dit oui. Arrive le porion qui a perdu son frère, et qui dit : «Eh alors, vous allez avancer ?» Le mécanicien lui explique. Le porion réplique : «Avance quand même, on a bien tué mon frère, je vois pas pourquoi j'en ferais pas autant». Le mécanicien refusant d'en prendre la responsabilité, c'est le porion qui a fait avancer la machine».

(mineur pensionné d'origine polonaise, cité des Thiers)

«S'IL ARRIVE UN ACCIDENT, ON SE FAIT ENCORE ENGUEULER, ILS DISSENT QUE C'EST LA FAUTE A L'OUVRIER !»

Tout ceci n'empêche pas les porions et les chefs porions d'engueuler les mineurs... parce qu'ils ne «respectent pas la sécurité». S'il arrive un accident : «C'est la faute à l'ouvrier... Les mineurs n'ont pas respecté le règlement» et les punitions et les amendes pleuvent. Le rapport du délégué mineur, délégué à la sécurité est souvent utilisé contre les mineurs. Lorsque le délégué signale telle et telle chose qui ne vont pas pour la sécurité, qu'il a constatées au cours de sa visite au fond, la maîtrise s'arrange pour mettre en cause les ouvriers, elle leur fait porter la responsabilité du manque de sécurité constaté par le délégué : «Le gazier a mal fait son parcours» dira la maîtrise alors que le nombre de gaziers a été réduit par la direction des Houillères, «L'équipe aurait dû brancher les flexibles pour l'arrosage» alors qu'avec le rendement, «à hue, à hue» les ouvriers n'ont pas le temps, et si le conducteur-rabot démarre avec 5 mn de retard en début de poste, il se fait engueuler et sanctionner.

international

# Timor UN PEUPLE EN ARMES

Voici quelques jours, les troupes indonésiennes débarquaient massivement à Dili, capitale du nouvel Etat de Timor-oriental qui venait de proclamer son indépendance après des siècles de colonialisme portugais. Cette invasion du régime fasciste indonésien, effectuée en liaison avec l'impérialisme US, s'accompagne de massacres du type de ceux que Suharto avait déjà perpétrés en 1965 dans son propre pays. Mais les troupes indonésiennes trouvent en face d'elles un peuple en armes, décidé à défendre son indépendance. Voici ce qu'ont déclaré à ce sujet trois responsables du Front de Libération Nationale de Timor (FRETILIN) au journal progressiste portugais República.

**Déclaration accordée aux journalistes de Republica mardi matin par :**  
**Mari Alcatiri, commissaire politique du Fretilin, ministre des affaires étrangères**  
**Rogério Lobato, ministre de la défense**  
**Ramos Horta, ministre des relations extérieures**

«L'invasion par l'Indonésie a commencé il y a plus d'un mois. Maintenant on considère que

c'est une invasion uniquement du fait que Dili est attaqué. Si, dès le début, le gouvernement portugais avait pris une position forte face à l'Indonésie, certainement que la situation n'en serait pas là. Le peuple était impatient de déclarer l'indépendance. Cela fut un simple acte formel car depuis le mois d'août, le Fretilin contrôlait effectivement tout le territoire. La prise de Dili n'est pas surprenante, le

retrait des forces du Fretilin n'est pas une déroute, il doit être compris comme une stratégie. Nous disposons d'un armement pour faire une longue guérilla. Nous ferons une guerre de résistance. Nous sommes en ce moment en pleine époque des pluies, qui nous sont favorables. Les soldats et le peuple sont décidés à mourir pour défendre l'indépendance. L'Indonésie a de grands problèmes internes, problèmes économiques et politiques. Avec la question de Timor, les généraux indonésiens vont distraire leur attention. Aujourd'hui, Timor est un peuple en armes, pratiquement tous les gens de Timor intégrés dans l'armée coloniale, sont passés au Fretilin. A côté de la frontière se trouve un grand détachement féminin, composé de plus de mille femmes armées et prêtes à combattre les troupes indonésiennes. Nous nous opposons à la colonisation, nous n'acceptons pas la domination indonésienne. Le Fretilin s'oppose à une intervention militaire de l'ONU à Timor, comme il s'oppose à toute intervention de forces militaires étrangères quelles qu'elles soient. Nous pensons que l'ONU doit ordonner le retrait immédiat des troupes indonésiennes. Nous allons demander notre admission à l'ONU».



## en bref

**PRODUCTEURS DE DATTES : VERS UNE ORGANISATION DES PAYS EXPORTATEURS**

A l'occasion de leur troisième conférence, tenue à Bagdad, les pays producteurs de dattes ont décidé de s'acheminer vers une organisation commune. Ainsi, ce n'est pas seulement les matières premières industrielles, mais aussi les produits alimentaires venant des pays chauds, qui font aujourd'hui l'objet de la lutte des pays du tiers-monde pour la récupération de leurs richesses nationales.

**CHINE : DES TERRES STÉRILES RENDUES FERTILES**

Les terres contenant une trop grande proportion de sel ou d'alcali sont réputées stériles. En Chine, les inondations, les mauvaises méthodes de culture dues à l'insouciance des exploiters avaient dans le passé étendu la surface de ces terres salines et alcalines. Mais, depuis la libération, le peuple chinois a rendu fertiles plus de la moitié des terres de ce type. Ces résultats ont été obtenus par la coopération des départements de recherche scientifique et des masses paysannes. Les chercheurs ont aidé les paysans à établir un vaste réseau expérimental, tandis que les paysans faisaient profiter les chercheurs de leur expérience. Dans une ferme d'Etat du désert Talimou, les paysans et employés ont lutté depuis vingt ans pour résoudre ce problème, creusant des rigoles, défonçant et rehaussant des champs, expérimentant l'usage des engrais organiques : ils ont ainsi ouvert à la culture des céréales et du coton 8 400 ha de terres alcalines.

Au moment où certaines théories bourgeoises répandent des visions catastrophiques d'un avenir de famine, le peuple chinois fait la démonstration que, quand les masses sont libérées et prennent elles-mêmes les affaires en main, elles peuvent triompher des difficultés, transformer les déserts en jardins, et assurer largement leur subsistance.

**ALBANIE : PRODUCTION DE MACHINES AGRICOLES ET PIÈCES DE RECHANGE**

Au cours du cinquième plan quinquennal, la ville de Tirana a produit 1 800 nouveaux types d'équipements agricoles. La bonnetterie de Korça produit 80% des pièces détachées et de rechange nécessaires à cette industrie dans le pays. Ce développement est largement le fruit de l'initiative des ouvriers et techniciens : ceux de Tirana ont réalisé 1 200 propositions nouvelles sur leur initiative dans la période de mai 74 à juillet 75.

## ESPAGNE

### grève générale aujourd'hui en Catalogne

Aujourd'hui, un ordre de grève générale a été lancé en Catalogne. Dans toute l'Espagne l'agitation est grande : les ouvriers sont en grève dans la construction et les industries mécaniques. Des manifestations ont eu lieu pour la libération des prisonniers politiques à Barcelone, à Saragosse, à La Corogne.

Au Pays Basque la police a ouvert le feu sur une voiture dans laquelle se trouvaient un couple, tuant le chauffeur.

Un militant qui traçait des inscriptions sur un mur a échappé aux tirs des flics, tandis qu'une bombe était découverte contre un mur de la caserne de la garde civile à Legazpia. Tandis qu'Arias Navarro poursuit ses tractations pour former le gouvernement, le franquisme continue. Camacho est passé en procès hier, sa sentence sera connue dans deux jours. 9 militaires de l'Union Militaire Démocratique doivent passer bientôt devant le Conseil de Guerre.

# LIBAN poursuite des affrontements

A Beyrouth, les affrontements entre les phalangistes et les forces progressistes libanaises ont continué toute la nuit du mardi et dans la journée du mercredi. Mardi soir, les phalangistes ont évacué l'hôtel «Holiday Inn» d'où ils attaquaient et contrôlaient toute la région autour, depuis le dimanche. Cet hôtel est entre les mains de l'armée actuellement. Des incendies se sont déclenchés dans plusieurs endroits de Beyrouth : dans le centre de la ville, à la Place des Canons et à la Place Debbas, et à côté de la mer, à l'hôtel «Saint Georges» où se trouvent les «Mourabitoun» de Brahim Koleilat, miliciens pro-nassériens. Ceux-ci ont maîtrisé l'incendie à l'hôtel. Des accrochages ont eu lieu entre les «Mourabitoun» et l'armée qui voulait les obliger à évacuer l'hôtel. Les combats ont continué dans les autres quartiers de Beyrouth. Dans la banlieue Sud, des combats violents ont opposé les quartiers de Hadeth, Choueir-fate et Al-Laylaké. Dans les quartiers populaires, le ravitaillement en nourriture est presque interrompu. Les hôpitaux sont surchargés, des produits pharmaceutiques manquent.

A Zahlé, des explosions le mardi soir ont tenu éveillée toute la population.

Le gouvernement, quant à lui, est toujours paralysé. Chamoun, ministre de l'intérieur menace de démissionner si l'armée n'intervient pas. Karamé, pre-

mier ministre, examine le problème de l'intervention de l'armée dans tout Beyrouth, alors que mardi soir, il a demandé une intervention limitée à un quartier, celui des «grands hôtels». La réunion du Conseil des ministres prévue pour mardi a été reportée.

## «C'EST ISRAËL QUI PROFITE DES COMBATS»

Raymond Eddé, chef du Bloc National vient de déclarer : «Il existe un plan américano-sioniste de partage de la région commençant par le Liban et continuant par la Syrie. C'est Israël qui profite des combats fratricides opposants musulmans et chrétiens».

Liban à l'attaquer.

La position de Raymond Eddé reflète les aspirations de la bourgeoisie nationale, chrétienne et musulmane. Celle-ci s'oppose aux combats qui détruisent l'économie nationale, qui créent un climat d'insécurité pour les capitaux. Cette bourgeoisie n'est pas hostile aux relations avec les pays arabes, ni avec l'Occident. Elle aspire à des réformes dans l'Etat libanais, réformes qui élimineraient certains aspects «archaïques» dans le fonctionnement des ministères ; elle lutte contre la domination des propriétaires féodaux dans certaines régions pour permettre le plein développement du capitalisme.

Depuis le début des événements au Liban, Raymond Eddé a mis en garde contre le complot américano-sioniste. Il a été le premier responsable politique chrétien à accuser les Phalanges d'exécuter ce complot, le premier à demander l'arrêt des combats et le premier à s'être opposé à la partition du Liban. Ces positions justes ont tellement exaspéré les Phalanges et leurs alliés qu'ils sont les seuls au

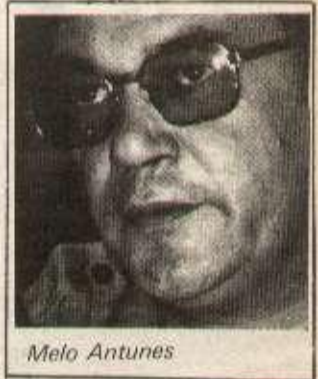
## Portugal

# Cunhal-Antunes UNITÉ... CONTRE LE PEUPLE

Dans une conférence de presse donnée mercredi matin, à Lisbonne, Melo Antunes, du groupe des «neuf» officiers sociaux-démocrates, a déclaré : «Faire une distinction entre militaires «opérationnels» et militaires avec des responsabilités politiques est un artifice qui sert effectivement la droite qui veut prendre le Mouvement des Forces Armées, le diviser, le pousser dans une situation où il ne pourra plus avoir la possibilité de guider la vie politique du pays...» «l'introduction de cette structure, qu'aujourd'hui nous considérons pseudo-démocratique, au sein des forces armées, a contribué seulement à les désagréger et à les empêcher de jouer le rôle fondamental pour lequel elles existent : le support fondamental de la structure de l'Etat».

genre Antunes, auxquels ils voudraient refuser les «responsabilités politiques».

Une alliance nouvelle se noue ainsi entre ce groupe d'officiers et le PCP, qui rejette aujourd'hui ses alliés d'hier dans l'armée : au meeting qu'il a tenu dimanche soir, Cunhal leur avait en effet, reproché de s'être «alliés avec des secteurs gauchistes, pseudo-révolutionnaires, radicaux». Abandonnant provisoirement son ambition d'imposer entièrement son modèle de capitalisme, Cunhal avait appelé à «une modification des objectifs d'alliance à court et moyen terme» et à «un recul des formes d'organisation et de lutte». Point de convergence net entre les deux déclarations : «les possibilités réelles de réunification du



Melo Antunes

«MFA» (Cunhal), «le MFA n'a jamais été en si bonne position d'homogénéité, de cohésion et d'unité» (Antunes) : chacun des deux partenaires continue évidemment à envisager toute solution politique dans le cadre de la solution des problèmes internes à l'appareil d'Etat bourgeois, et à son «support fondamental, l'armée».

## Sihanouk : contre les interventions étrangères en Angola

A son arrivée en Ouganda, Sihanouk, chef d'Etat du Cambodge libéré par ses propres forces, a déclaré que la paix et la réconciliation pouvaient se réaliser en Angola à condition que cessent les interventions étrangères. Il a particulièrement dénoncé l'intervention soviétique dans ce pays. Venant du chef d'Etat d'un pays qui a chassé par les armes, au cours d'une guerre de libération admirable, les impérialistes américains, cette déclaration met en relief le fait que les véritables anti-impérialistes, aujourd'hui, ne luttent pas seulement contre les USA, mais aussi contre l'URSS.